

# Développement d'un programme d'éducation à la citoyenneté démocratique

## L'expérience du Mouvement des Personnes D'Abord de Drummondville

Marcel BLAIS\*

Le Mouvement des Personnes D'Abord de Drummondville<sup>1</sup> (MPD'A Dr'ville) a toujours eu à cœur la reconnaissance des droits des personnes et l'exercice d'une véritable citoyenneté. Dans les paragraphes qui suivent nous présenterons la mission et le rôle de MPD'A Dr'ville et parlerons également de l'engagement du MPD'A Dr'ville en matière de promotion de la citoyenneté, du «programme international d'éducation à la citoyenneté démocratique avec les personnes présentant une déficience intellectuelle» auquel il participe, puis nous proposerons quelques réflexions sur ce thème. En espérant que ce témoignage suscitera la curiosité et sera l'amorce d'un véritable dialogue.

\* Président du comité de projet pour le MPD'A Drummondville, Québec (Canada).  
Courriel: fafouinm@hotmail.com

1 Le Mouvement est heureux de saluer et remercier les membres du Comité national, de la Table régionale, notamment toutes ces personnes ayant inspiré, aidé, soutenu ce document. De remercier et saluer les membres du Comité *Participation sociale* pour son contenu (Claude, Gustave, Diane, Ginette, Denise, Yvon, Alain, Dany, Brigitte, Marc, Marcel). De remercier et saluer notre personne-ressource, René Lauzière, de l'aide technique portée à ce document, plus précisément les pièces jointes; Guylaine Pépin (OPHQ) et Jean Lauzière (CSDI-MCQ) pour la disposition rédactionnelle. De saluer et remercier les autorités de l'AIRHM ainsi que les congressistes de notre parcours lausannais. Chalom d'entraide honorable de Drummondville, du Centre-du-Québec, du Québec chalom!

## 1. Présentation du MPD'A Drummondville

Le Mouvement des Personnes D'Abord de Drummondville est une ressource socio-communautaire régionale d'entraide, de promotion et de défense des besoins, intérêts et droits en «di» (déficience intellectuelle); il est piloté «par et pour»<sup>2</sup> les membres (personnes en situation de «di»), ce avec l'aide volontaire de personnes-ressources (gestion, loisirs, site du Mouvement) ainsi que du milieu ambiant le soutenant socialement, financièrement ou autrement et le MPD'A Dr'ville a été honoré de plusieurs prix pour son engagement au sein de la communauté comme le «certificat de reconnaissance» de la Ville de Drummondville, le prix Hommage bénévolat-Québec (sixième édition) et le prix «Paulhus justice sociale» dans le cadre du Gala communautaire Drummond 2006 de la Corporation de développement communautaire de Drummond.

Inspiré par un membership dynamique, expérimenté, et compte tenu de son organisation interne originale, audacieuse (assemblée générale, conseil d'administration, équipe permanente, comités, délégations), de son ouverture au monde, le Mouvement demeure heureux de poursuivre ce dont il en est capable, d'hier à demain, aujourd'hui.

### 1.1 Histoire

Le Mouvement est né de cette volonté du milieu drummondvillois et du Centre du Québec de voir naître et se développer une ressource socio-communautaire d'entraide-promotion en «di»; un lieu d'échange, de parole et d'action; un lieu où s'entraider et réfléchir, partager, ensemble et sans frontière, nos défis-préoccupations quotidiens. Lesquels défis regardent tout autant l'intégration que la participation sociales de nos personnes, de nos ressources, de notre en-

2 Non exclusif, le terme «par et pour» se veut être tout autant un état d'esprit d'entraide-promotion que du rassemblement / regroupement entre des personnes qui, en situation de «di-ted», s'organisent, s'exercent à la parole-action sociale, politique (ouverture). Un défi de chaque instant, pas toujours facile à «modéliser» sur les plans de sa reconnaissance, de son évolution, de son histoire, de sa mémoire.

tourage, de notre activité au sein et avec la communauté, la société, la nation, le pays...

Etre présentEs et dire quelque chose de notre présence mutuelle, de nos relations constituent un «leitmotiv» puissant, novateur sans cesse à cultiver entre les personnes, les ressources, la communauté oeuvrant ou non en «di-ted»<sup>3</sup>. Etre citoyennes-citoyens, l'habiter, le demeurer, l'émerveiller? Bien sûr que o...!

## 1.2 Mission

Afin de la préciser, il est important de signaler que l'expression «des personnes d'abord» («people first») trouve son origine à Salem (E. U.), et que l'idée de «l'auto-défense des droits» («self-advocacy») a fait ses débuts en Colombie-Britannique (Canada). Quant au premier regroupement de personnes en situation de «di», il s'est fait au milieu des années 1970, aux Etats-Unis (+/- 1970). Et depuis, quelque part en Belgique, en France. En Suisse?

De notre belle et délicieuse Province de Québec, notons la présence de la FMPDAQ<sup>4</sup> qui, développant ou assurant des objectifs similaires de promotion et défense des besoins, intérêts et droits en «di», a déménagé de Drummondville à Montréal, se reconstruisant thématiquement, politiquement, corporativement.

Compte tenu de ce qui précède, le Mouvement, en évolution, est basé sur des objets-défis tels que l'auto-défense, la défense, la promotion des besoins, intérêts et droits (où, quand, comment, pour quoi?). Des comités existent (entraide, hébergement-logement, travail, loisir, droit, enfants de Duplessis-

3 Di-ted: Déficience intellectuelle – Troubles envahissants du développement.

4 La Fédération des MPD'A du Québec regroupe environ quelques douze-treize Mouvements couvrant environ les ¾ de la Province. Demeurant l'un des membres co-fondateurs actifs de la FD, le Mouvement apprécie se situer parmi ceux osant l'autodétermination, la citoyenneté plutôt que de simplement pister quelque chose qui pourrait, en tout temps, l'entraîner dans ce merveilleux monde de la socio-dépendance («bébéthérapie» / «manipulation»?) active et, par ailleurs et autrement, l'écarter de sa propre présence-mission, de sa vie associative...

Léger<sup>5</sup>...) afin de faciliter, entre membres et la communauté, l'expression de cette mission ainsi que de sa transmission (pérennité), transparence, originalité.

Bien qu'elle nous semble honorable et de juste cause ou autrement ailleurs, le Mouvement prend conscience que sa mission peut être, en tout temps et lieu, modifiée, résiliée, médusée, nuancée ou décriée, étonnée, appliquée différemment.

### 1.3 Rôle

Des membres, de l'aide volontaire de personnes-ressources, ressources de la Communauté le côtoyant, le Mouvement a pour principal rôle l'entraide, la promotion et la défense des besoins, intérêts et droits *par et pour* les membres et avec la Communauté ambiante, ou autrement-ailleurs ambiante (Ici Lausanne!).

De cet esprit («par et pour»), les membres continuent de s'outiller, de faire avancer tout autant leur cause que celle de la «di-ted» ainsi que, par conséquent, valoriser ou aider à valoriser tout autant le Mouvement que les personnes et ressources de la Communauté; d'être présentEs et d'exercer, en notre qualité de ressources et personnes humaines d'abord et avant tout, quelques pas de citoyenneté, de société!

5 Les «enfants de Duplessis-Léger» ont été compensés par décret gouvernemental à l'issue d'une longue lutte, menée par des personnes qui ont été victimes de l'exclusion sociale et de l'institutionnalisation dans des asiles psychiatriques et dans des orphelinats ou en centre de réadaptation de 1936 à 1968.

## 2. De l'exercice de la citoyenneté

### 2.1 Observations-contextes ou constats-préliminaires

- Etre et vivre en citoyenne, citoyen? Etre, vivre en société? Etre, vivre de et avec la société?
- Qu'est-ce que la citoyenneté? Qu'est-ce qu'exercer la citoyenneté?
- Quoi, comment, qu'entrer, assumer la citoyenneté (Hors-de, de-dans la société ?)?

Autant de questions à débattre! Autant de réponses à pister!

Des questions qui, s'appliquant à tout le monde, sans exception ni acception, demeurent en situation d'émergence en «di-ted». Une situation inusitée, délicate où il demeure difficile d'exercer tout autant sa «personnalité-sociale» que l'accès à l'exercice libre et volontaire de la citoyenneté (droits au suffrage, participation à la puissance publique).

Bien qu'elle s'impose volontairement, librement au sein de la Communauté, plus spécifiquement en «di-ted», un domaine «mutuélisant» tout autant que les autres, la citoyenneté en tant que parcours-exercice de société, de citoyenneté d'hier, d'aujourd'hui, de demain.

### 2.2 Défis-enjeux de citoyenneté et de son exercice

#### 2.2.1 *Un peu d'histoire*

Après la reconnaissance de leurs droits civils, dans les années 1960-1970, et de leurs droits sociaux, culturels et économiques, dans les années 1980-1990, voilà que les personnes souffrant de déficience mentale<sup>6</sup> entendent exercer leur citoyenneté (Villeneuve, 2005).

Depuis l'époque de Duplessis-Léger (+/- 1936-1970), au lendemain du Rapport Bédard<sup>7</sup> (Inspiration: Pagé, 1961; Labrosse, 1964), des efforts d'intégration

6 Quant à ou se distinguer, le Mouvement préfère le vocable «personne d'abord» et l'utilisation de «guillemets» autour de cette terminologie qui semble être, elle-même et soudainement, en situation de «handicap-s», d'évolution.

sociale ont été faits ainsi que de belles réalisations sociétales. Des efforts-réalisations ayant touché, en particulier, le domaine de la «désinstitutionnalisation» – «normalisation», notamment en «santé mentale», en «déficience mentale» («di-ted»); un domaine fort bien nourri du point de vue de la recherche, de l'intervention, de l'organisation, délivrance, actualisation de services et politiques «clientèle-s» conséquentes.

### *2.2.2 Défis-enjeux de citoyenneté*

En «di-ted», il est particulièrement innovateur d'exercer la citoyenneté librement, volontairement, et conformément à la Loi du Pays, de la Communauté.

Innovateur en ce sens que plusieurs défis-enjeux habitent-habilitent la citoyenneté. Des défis-enjeux de société, de communauté active, non active touchant la pratique, l'évolution du champ de la désinstitutionnalisation, des pratiques d'organisation-intervention, des politiques «clientèle-s», de la recherche, de la contextualisation (normalisation, intégration, participation, «visualisation»), de la reconnaissance des ressources et personnes (crédibilité, autorité). Des défis-enjeux d'autorité et de communication qu'ensemble et sans frontière il soit toujours possible de rencontrer, d'alimenter, d'enrichir, de solidariser, de démocratiser, de socio-communautariser...

Quelques ouvertures se font, en «di-ted», en rapport avec l'exercice de la citoyenneté. La Société (communautés, états) québécoise et internationale, en quête de développement social, demeure attentive à l'expression d'une citoyenneté élargie en terme d'espace démocratique, notamment en faveur de personnes se trouvant en situation de «handicap-s» («di-ted»), milieu dynamique. Elle considère que l'exercice de la citoyenneté lui soit possible ainsi qu'un droit universel disponible reconnu et souhaité par tout autant la Communauté de base, le domaine de la Recherche nationale, internationale que les États qui, de jour en jour, évoluent, innover, s'outillent les uns, les autres.

De cet espace démocratique élargi, il est possible de rendre disponible l'exercice de citoyenneté libre, volontaire à toutes ces personnes qui, pour des

---

7 Rapport commandé par la Fédération des commissions scolaires du Québec en mai 2003 et qui recommande la disparition des collèges d'enseignement général et professionnel (Cegeps).

raisons «bio-psycho-sociales» (ou: «médico-psychologiques»), se retrouvent en situation d'interdit (ex.: en situation de «curatelle») ou, «en-corps» (parfois- aussi hélas!) socialement, de «persona non grata».

### 2.3 Faire et écouter Québec 2006<sup>8</sup> – Projet régional d'éducation à la citoyenneté, quelques mots

Dans le cadre de son plan d'action 2005-2006 (participation sociale) ainsi que de sa participation au Comité national du PIÉC-QC<sup>9</sup>, et compte tenu de l'évolution des mentalités-cultures (ouvertures), de la recherche participative dynamique (Tremblay et Lachapelle, 2006), de l'organisation sociopolitique actuelle (développement social), le Mouvement a eu cet insigne honneur de mettre ou d'aider à mettre sur pied une Table régionale d'éducation à la citoyenneté. Cette Table a pour objectifs<sup>10</sup> de:

#### 2.3.1 Développer, en partenariat, un programme d'éducation à la citoyenneté susceptible de:

- Habilitier / accompagner (aider à habilitier, à accompagner) toute ressource et personne, en situation de «handicap» («di-ted»), de participation sociale active, non active, à l'exercice de la citoyenneté;

8 Présenté dans le cadre des activités de l'AIRHM-2006 (10<sup>e</sup> Congrès, S-31 / De l'exclusion à la participation...), *Faire et Ecouter Québec 2006* est un titre qui s'inspire de la Torah, et il constitue en «di-ted» un paradigme nouveau étonnement inspirateur; différent du cartésianisme, et du comportementalisme sans tête ni corps social, politique.

9 Ce Comité national du programme international d'éducation (exercice ?) de la citoyenneté est composé de représentantEs du Comité des Usagers du CRDI Gabrielle-Major, du milieu de la recherche, de l'OPHQ, du MPD'A Dr'ville. Il a été, finalement, institué, à Montréal, en automne 2005. Quant au Comité régional d'éducation à la citoyenneté, il se compose actuellement de représentantES du ROPH-CQ, du CSDI-MCQ, du milieu de la recherche, de l'OPHQ-CQ, et du MPD'A Dr'ville (maître d'œuvre). Des efforts de partenariat se dirigent vers le milieu socio-économique, les CSSS, les agences régionales de la SSS.

10 Voir Tableau *Faire et Ecouter Québec 2006* en validation.

- Développer (aider à développer) des outils de référence (savoir-faire), d'éducation à la citoyenneté en termes de besoins, intérêts et droits (exprimés, à exprimer) / (ex.: Déclaration de Montréal, Chartes des droits..., de la citoyenneté...).

*2.3.2 Développer, en partenariat, une représentation régionale, nationale, internationale dynamique:*

- Collaborer, sur les plans local, régional, national, international, à la reconnaissance tout autant des ressources que des personnes qui, en situation de «handicap-s» ou non, rendent «possible», l'exercice de la citoyenneté au sein de la Communauté, de la Société, du Monde.

**2.4 CSLÉ (MPD'A Mémoire 2006)**

Le Mouvement a déposé un Mémoire à la Commission spéciale sur la Loi Électorale du Québec (CSLÉ, mars 2006). Ce Mémoire (Etre, vivre et exercer la communauté, la citoyenneté ? Bien sûr que o...!) demande en souhaits de réussite que la qualité d'électeur soit autorisée et reconnue aux personnes en situation de «di-ted», «curatelle» et que, par conséquent, soit amendée ou modifiée toute disposition qui, relevant du Code civil et du projet de loi actuel (art. 3, 4), le niant de convention ou autrement, doit être abrogée (par exemple: charte des droits et libertés de la personne du Québec, art. 22, 20).

De ces souhaits, le Mouvement a été interpellé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse à participer à un Comité conjoint sur cette question.

**Pour ne pas conclure**

Etre, vivre et exercer la communauté, la citoyenneté, ensemble et sans frontière, avec le monde, du milieu de la «curatelle» et de la «di-ted», de la société et librement, demandent, certes, des efforts de société innovateurs; des efforts



regardant tout autant l'accessibilité que la disponibilité de ressources et personnes habilitées ou non à leur exercice humain, égalitaire, solidaire. Des efforts d'ouvertures impliquant les mentalités-cultures, la société à élargir un espace démocratique qui, étant accordé, l'enrichira, sans aucun doute et avec honneur, de ce-jour, de demain.

Faire et Ecouter ce que nous naissons, bougeons, tombons, ensemble, sans frontière, sans assimilation, bien sûr que...!

Etre, vivre et exercer la communauté, la citoyenneté? Bien sûr que o..u...iii!

Grands mercis d'entraide chalom québécoise accompagnent votre personne, votre entourage, votre activité, votre citoyenneté!

## Références

- ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (2006). *Loi modifiant la Loi électorale pour favoriser l'exercice du droit de vote*. chap. 17, projet de loi 22.  
(<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2006C17F.PDF>)
- BÉDARD, D. (2003). *Les études secondaires et postsecondaires. Propositions de réorganisation pour améliorer la performance du système d'éducation du Québec*. Rapport présenté à la Fédération des Commissions scolaires du Québec.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Charte des droits et libertés de la personne*: LRQ-chap C-12.  
([http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C\\_12/C12.HTM](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_12/C12.HTM))
- , *Code civil du Québec*. (<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/CCQ/CCQ.html>)
- LABROSSE, J.-G. (1964). *Ma chienne de vie*. Montréal: les Editions du Jour.
- MPD'A Drummondville (2006). *Faire et Ecouter Québec 2006*<sup>11</sup>. Drummondville-Lausanne: MPD'A, Dr'ville, 7 pages.
- PAGÉ, J.-C. (1961). *Les fous crient au secours*. Montréal: les Editions du Jour.
- TREMBLAY, M. et LACHAPPELLE, Y. (2006). «De la reconnaissance à l'exercice des droits politiques et démocratiques des «personnes présentant une déficience intellectuelle»». Dans Hubert

11 Le Mouvement autorise toute citation partielle ou complète de *Faire et Ecouter Québec 2006*, ce moyennant l'indication de la source.

- GASCON *et al.* (Eds). *Déficiência intellectuelle: Savoirs et perspectives d'action, Tome 1*. Cap-Rouge: Presses Inter Universitaires.
- VILLENEUVE, D. (2005). «Déficiência intellectuelle: un projet d'éducation à la citoyenneté devrait voir le jour en 2006». *L'Express Drummondville*, 18 décembre 2005.